

**« 2023 sera une année charnière du PIDACC au Bénin »
» WOROU WARA Adamou, Coordonnateur National du PIDACC/BN au Bénin**



WOROU WARA Adamou, Coordonnateur National PIDACC/BN Bénin

Re
nf
or
ce
r
la
ré
si
li
en
ce
de
s
éc
os
ys
tè
me
s
et
de
s
po
pu
la
ti

on
s
af
fe
ct
ée
s
pa
r
le
ch
an
ge
me
nt
cl
im
at
iq
ue
da
ns
le
ba
ss
in
du
fl
eu
ve
Ni
ge
r
au
Bé
ni
n,

c'
es
t
l'
ob
je
ct
if
du
Pr
og
ra
mm
e
In
té
gr
é
de
Dé
ve
lo
pp
em
en
t
et
d'
Ad
ap
ta
ti
on
au
Ch
an
ge

me
nt
Cl
im
at
iq
ue
da
ns
le
Ba
ss
in
du
fl
eu
ve
Ni
ge
r.
Pl
us
de
de
ux
an
s
ap
rè
s
so
n
la
nc
em
en
t

of
fi
ci
el
pa
r
la
Ba
nq
ue
Af
ri
ca
in
e
de
Dé
ve
lo
pp
em
en
t,
le
go
uv
er
ne
me
nt
du
Bé
ni
n
et
l'
Au

to
ri
té
du
Ba
ss
in
du
Ni
ge
r,
no
us
so
mm
es
al
lé
s
à
la
re
nc
on
tr
e
du
Re
sp
on
sa
bl
e
au
ni
ve
au

Journal Santé Environnement : Bonjour Monsieur, Veuillez-vous présenter s'il vous plaît ?

Je suis WOROU WARA Adamou. Coordonnateur National du Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du fleuve Niger (PIDACC/BN Bénin).

Journal Santé Environnement : Comment est-ce qu'on est venu au Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du fleuve Niger ?

WOROU WARA Adamou : Pour en venir au PIDACC, il y avait un projet précurseur. Le Programme de Lutte Contre l'Ensemblement du fleuve Niger dénommé PLCE. Un programme pilote initié et exécuté entre 2007 et 2012 dans trois pays le Niger, le Burkina Faso et le Mali. C'est au regard des résultats obtenus par ce programme qu'il a été décidé de l'étendre dans l'ensemble des neuf pays membres de l'Autorité du Bassin du Niger. Le PIDACC s'exécute donc dans cet espace. Au plan national, il a été lancé en décembre 2019 pour une durée de six (06) ans.

Journal Santé Environnement : Au menu de ce programme, quelles

sont les principales actions prévues et comment se déroulent - elles au sein des communautés ?

WOROU WARA Adamou: Le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du fleuve Niger a trois composantes. La première est liée à la préservation des écosystèmes dans le bassin du fleuve Niger, la seconde à la résilience des populations au changement climatique et la troisième à la gestion de la coordination du projet.

En ce qui concerne la première composante, des actions essentielles sont prévues. Vous savez que la zone a été sujette de déforestation excessive en particulier la portion nationale qui subit des dégradations avec l'agriculture sur brûlis.

Alors, il a été prévu le traitement de plus de 2500 m3 de ravins. Le développement de l'agroforesterie. Les populations sont désormais amenées à faire de la plantation associée à l'agriculture. Donc il y a un certain nombre d'essences qui sont mises à la disposition des populations pour être plantées sur 1000 hectares.

Des travaux de défense et de restauration des sols, de traitement biologique des ravins et des études telles que le schéma directeur du sous-bassin du Niger, portion nationale sont prévus. Des actions de soutien à la couche vulnérable. De façon globale, des sous-projets sont élaborés par les populations et sont financés par le PIDACC selon les besoins. Quelques-uns sont déjà connus à savoir : la zone cynégétique de la Djona, au niveau du parc W et qui fait objet de réhabilitation sur 450 hectares, la rôneraie de Goroubi entre Malanville et Karimama sur 550 hectares pour régénérer le sol.

Journal Santé Environnement : Que dire donc de la deuxième composante qui a trait aux ouvrages ?

WOROU WARA Adamou : Oui, pour être résilient la population a

souvent besoin d'ouvrage. Il est prévu également dans la composante 2 du PIDACC, la réhabilitation de quelques micro-barrages à vocation agropastorale. Ils sont au nombre de cinq. La construction des barrages qui seront des infrastructures à but multiples disposées pour l'agriculture, l'élevage et la pêche.

Ainsi, il est prévu trois barrages, dont un à Dougoulaye (Gogounou), un à Gamia (Bémbereke) et un autre à Dounkassa (Kalalé). En aval de ces barrages, nous comptons aménager 100 hectares par site donc au total 300 hectares à aménager pour les cultures de contre saison et le riz. Dans le même ordre, nous avons des bas-fonds à aménager sur 100 hectares et la réalisation des magasins de stockage des produits agricoles.

Nous avons des infrastructures qui vont en appui à la lutte contre le changement climatique. Par exemple, compléter à la digue de protection existante, une autre digue sur cinq (05) kilomètres de façon à protéger les populations contre les inondations cycliques.

Il y a deux embarcadères/débarcadères à faire à Malanville et Karimama. Nous aurons à aménager le tronçon de navigation entre Malanville et Karimama pour éviter les noyades.

Puisque le poisson se fait rare dans la zone du bassin du Niger. Un centre d'alevinage sera construit. Aussi, allons-nous développer la pisciculture en cage flottante. Les barrages ont été déjà identifiés bientôt des poissons seront produits en cages flottantes.

La construction de la digue à Malanville nous tient beaucoup à cœur, car par le passé, il y a une digue qui a été réalisée, mais qui ne protège qu'une partie de la population. L'autre partie étant laissée, nous pensons que si nous complétons sur 5 km, elle pourrait réduire les inondations que nous remarquons chaque année à ce niveau. Des hangars et ponceaux sont entre autres infrastructures qui seront réalisées pour la résilience des populations. C'est là, les actions phares sur

lesquels nous avançons tout doucement.

Il y a des activités qui ont démarré. D'autres attendent parce que nous sommes en train d'achever le recrutement des gros bureaux d'étude qui vont non seulement réaliser les DAO, mais qui vont aussi contrôler aussi les activités. Nous sommes à la phase presque terminale.

Journal Santé Environnement : Jusque-là, connaissez-vous des difficultés dans l'exécution de ce programme ?

WOROU WARA Adamou : Oui, des difficultés ne manquent pas en matière de gestion de projet. La première difficulté a été l'absence d'un relais terrain. Mais un bureau d'ingénierie sociale est en train d'être recruté pour mettre à disposition des animateurs qui faciliteront les interventions dans les treize (13) communes que couvre le bassin. Ils seront dès lors, l'interface du projet avec les populations.

L'autre difficulté a été le siège du programme. Dans les documents, le projet doit siéger à Kandi. Nous avons siégé de mi 2020 à mi 2021. Mais il a été constaté que le résultat était difficile à avoir parce que dans le système de passation de marché, il fallait se recourir chaque fois à notre ministère de tutelle. À plus de 700 km de Cotonou, le suivi de nos dossiers a été très difficile.

Ainsi, il a été pris la résolution de déplacer le siège proche du ministère de tutelle afin de liquider les dossiers de passation de marché. Donc, plus tard, on va avoir une antenne mi 2023 à Kandi. L'autre difficulté est liée à la menace terroriste. Nous sommes encore en train de mener des activités surtout à côté du parc W, mais on était obligé d'arrêter. Toutefois, des mesures non moins aisées sont en train d'être prises afin de poursuivre.

Journal Santé Environnement : Quel est la particularité du programme ?

WOROU WARA Adamou : Dans le cadre du programme, nous avons à

identifier des couches vulnérables avec qui des actions ponctuelles seront faites. Ces couches vulnérables sont à la fois des groupements de femmes ou des groupements de jeunes qui vont bénéficier d'un certain nombre d'appuis pour des activités génératrices de revenus.

Il y a à Malanville une bonne partie de l'eau envahie par les plantes aquatiques. Au lieu de ramasser ces plantes incessamment, nous allons le transformer en sous-projet. À Malanville, elles seront transformées en compost et utilisées comme fertilisant. À Karimama, ils ont voulu en faire du fourrage pour le bétail.

C'est autant de choses que nous allons développer. Ça ne fait que commencer. Il y a aura des formations à l'endroit des populations à la base. Le compact riz, le compact maïs, et même le compact blé qu'on va introduire dans la zone. Donc c'est vraiment tout un package d'actions.

Des populations à la base seront amenées à se mettre en groupement pour porter des sous-projets. C'est-à-dire que même si le projet prend fin, les populations peuvent prendre le relais sur la base des acquis.

Par exemple, nous avons traité des ravins à Mamassy Gourma (Karimama). En le faisant, nous avons insisté pour que les populations soient impliquées en termes de main d'œuvre. L'impact socioéconomique et environnemental sur les populations a été énorme. Le ruissellement s'est presque annulé.

Journal Santé Environnement : L'avenir s'annonce donc prometteur pour les populations vivant dans le bassin du fleuve Niger ?

WOROU WARA Adamou : Il faut noter que le Bénin fait partie des pays ayant sorti la tête au plan régional en termes d'avancé. Nous comptons encore redoubler d'efforts. Fort heureusement nous allons commencer 2023 avec les différents bureaux d'étude

et le boom sera d'un trait. Les actions que nous menons actuellement témoignent de ce que 2023 sera une année charnière du PIDACC au Bénin.

Journal Santé Environnement : Merci Monsieur le Coordonnateur d'avoir répondu à notre interview

WOROU WARA Adamou : C'est moi qui vous remercie.

Propos recueillis par Megan Valère SOSSOU et transcrits par Constance AGOSSA

Des producteurs-formateurs de la zone périphérique du parc W outillés sur l'agroforesterie et la petite irrigation

Du 06 au 09 septembre 2022, une session de formation s'est tenue dans les locaux du CENAGREF à Kandi. Destinée aux producteurs de la zone périphérique du parc W sur l'agroforesterie et à la petite irrigation, la formation s'inscrivait dans le cadre des activités de la 3e composante du Projet Adapt-WAP. Quatre jours durant, les différents acteurs invités y ont accordé un grand intérêt.



Sous la direction de Méryas Kouton, Ingénieur agronome forestier et consultant formateur, les participants ont été conduits sur la pépinière de l'Inspection Forestière du Département de l'Alibori, où ils sont entretenus sur l'importance, au plan régional, de certaines essences d'arbres et sur l'importance écologique, économique et médicinale de certaines espèces végétales mise en pépinière dont entre autres *Annona muricata*, *Terminalia mantaly*, *Gmelina arborea* etc.

Au niveau du second groupe dirigé par Maurice Awanssou, les participants ont découvert les nouvelles techniques de maîtrise d'eau pour la riziculture et le maraîchage. Il s'agit du système de goutte-à-goutte et celle de la bande perforée.

À l'issue de la formation, quatre (04) pépiniéristes, huit (08) maraîchers et riziculteurs, et vingt (20) éleveurs, et agriculteurs ont été outillés respectivement sur les techniques de production de plants en pépinière, la technique

de petite irrigation et sur les techniques d'agroforesterie.



Dans le rang des participants, la satisfaction ne se cache pas. « Notre communauté d'éleveurs est de plus en plus confrontée aux effets néfastes du changement climatique. Désormais, je maîtrise mieux les techniques pour m'adapter à cette situation climatique », a laissé entendre Sidi Béliké, éleveur et agro-pastoraliste de la commune de Kandi.

« J'ai découvert au cours de cette formation de nouvelles techniques de production de plants en pépinière ». « Je suis mieux aguerris et prêt à sensibiliser et à former mes pairs éleveurs sur la nécessité d'adopter de bonnes pratiques pour faire face aux effets du changement climatique », a promis Sidi Béliké

« Cette initiative du projet Adapt-WAP me réjouit fortement parce qu'il prend en compte les domaines dans lesquels nous avons véritablement de problèmes », a confié Daouda Boukari Souleymane, riziculteur venu d'Angaradébou dans la commune de Kandi

« Je suis satisfait et content d'avoir participé à cette formation. On ne peut que remercier ce projet qui est en train de nous aider », a déclaré

Daouda Boukari Souleymane, riziculteur venu d'Angaradébou dans la commune de Kandi

Quant à Amadou Yaou et Guerra Sero, agriculteurs venus respectivement de Karimama et de Banikoara, le projet Adapt-WAP donne des techniques innovantes de lutte contre le changement climatique. Telles des sentinelles, ces participants désormais aguerris se sont engagés à répandre à leurs différentes bases les bonnes pratiques acquises.



Pour Méryas Kouton, consultant formateur en agroforesterie, les participants ont désormais les outils de sensibilisation qu'il faut pour aller convaincre leurs pairs.

« Nous souhaitons que ces différentes techniques que nous venons de leur apprendre puissent vraiment faire école, qu'ils les adoptent et qu'ils les déploient dans leurs différentes

localités », a ajouté Maurice Awanssou, consultant formateur en maîtrise de la petite irrigation.

Précisons pour finir que ces producteurs-formateurs, qui viennent d'être renforcés, se chargeront à leur tour de former bientôt quatre cent quatre-vingt (480) personnes, soit cent-vingt (120) personnes par commune, sur les différentes techniques acquises.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

Projet Adapt-WAP au Bénin : Des producteurs à l'école des bonnes pratiques agricoles à Kandi

Renforcer les capacités des producteurs sur les techniques d'agroforesterie et la maîtrise de la petite irrigation, c'est l'objectif visé par une session de formation de quatre jours qui s'est ouverte le mardi 6 septembre 2022 à Kandi.



Venus des quatre communes riveraines au parc W à savoir Banikoara, Malanville, Karimama et Kandi, les participants composés d'agriculteurs, de pépiniéristes, de maraîchers, d'éleveurs et de riziculteurs sont en pleine séance d'intense formation. Au menu les techniques d'agroforesterie, les techniques de production de plants en pépinière, les techniques en matière de petite irrigation.

En présence de la représentation de l'autorité préfectorale et de celle de la direction du parc W le coordinateur n'a pas manqué dans son allocution à l'ouverture de la session de formation, d'exhorter les participants à prêter attention aux enseignements et à en tirer le nécessaire possible. « L'acquisition de connaissances est la clé de voûte de toute lutte » a-t-il précisé avant de lancer un appel aux différentes parties prenantes pour leur implication dans l'exécution et le suivi des activités du Projet.



Après avoir pris connaissance des tenants et aboutissants du projet Adapt-WAP, les participants au nombre d'une trentaine, ont été répartis en deux groupes dont l'un sur l'agroforesterie et l'autre sur la petite irrigation.

Dans sa méthode d'échange avec les participants, Méryas Kouton, Ingénieur Agronome de formation et Consultant formateur à cette session de formation, note un fort engouement. Il raconte « Avec des exemples à l'appui, ils décrivent l'état des lieux de la dégradation du couvert végétal dans leur commune. Quand il faut rentrer dans l'utilité des plants, qui autrefois existaient, mais aujourd'hui ne sont plus dans l'espace agricole, ils s'y connaissent suffisamment. » Il attend qu'ils puissent être capables d'aller répliquer les notions acquises et que les savoirs acquis fassent vraiment école pour la réussite du projet.

Son second, Maurice Awanssou, Enseignant chercheur à la Faculté des Sciences Agronomiques et qui intervient dans tout ce qui est l'eau pour l'agriculture précisément dans les systèmes irrigués, trouve que la formation est venue dans un contexte où il fallait. Car justifie-t-il, il importe d'économiser l'eau. « Les participants sont beaucoup plus intéressés. Ils sont nombreux à confirmer qu'ils n'ont jamais vu ce système de goutte-à-goutte ou de bande perforée » a-t-il

déclaré. Son souhait est qu'ils adoptent et déploient la micro-irrigation au sein de leurs communautés.



Après trois jours d'intense formation alliant théorie et pratique, les participants assidus voient avec satisfaction leurs attentes comblées.

Rappelons que cette présente session sur l'agroforesterie et la maîtrise de la petite irrigation au profit des producteurs-formateurs en provenance des communes riveraines du parc W-Bénin, se tient dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 3 du projet Adapt-WAP qui consiste à améliorer la résilience des écosystèmes et des moyens de subsistance des populations. Elle se tient après celle tenue les 15 et 16 août 2022 dans la salle de réunion d'APIDA à Kandi au profit des techniciens, praticiens et vulgarisateurs et des enseignants du primaire et du secondaire sur le changement climatique, l'adaptation, la gestion durable des terres, la gestion des

risques et catastrophes et les techniques d'animation de l'éducation environnementale.

Megan Valère SOSSOU

Projet Adapt-WAP : une formation de quatre jours sur l'agroforesterie et la petite irrigation s'ouvre demain à Kandi

Du mardi 06 au vendredi 09 septembre 2022, se tiendra à Kandi une formation destinée aux producteurs des quatre communes riveraines du parc W. C'est dans le cadre des activités du projet Adapt-WAP Intégration des mesures d'adaptation au changement climatique dans la gestion concertée du complexe transfrontalier WAP.

Cette formation qui rassemble les agriculteurs, les pépiniéristes, les maraîchers, les éleveurs et les riziculteurs, vise à renforcer leurs capacités sur la production de plants en pépinière, les techniques d'agroforesterie et la maîtrise de la petite irrigation.

En provenance de Kandi, de Malanville, de Karimama et de Banikoara, les participants attendus à cette session de formation à la fois théorique et pratique, passeront quatre jours d'intense formation avec deux experts consultants commis à cette mission.

Une opportunité qui s'offre ainsi aux populations vulnérables de la périphérie du parc W à améliorer leurs techniques de culture et de conservation, et à s'adapter aux effets des changements climatiques en apprenant les bonnes pratiques pour un meilleur rendement de leurs exploitations.

À noter que ces producteurs participants à la formation qui s'ouvre demain, seront les formateurs locaux qui feront bénéficier à de nombreux autres dans chacune des quatre communes riveraines au parc W les précieux savoirs qu'ils auront acquis.

Venance TOSSOUKPE